

COMPTE-RENDU DE LA CONFERENCE
« Le traité de Versailles : l'illusion de la victoire »
MERCREDI 16 MAI 2018

Une conférence quasiment sismique que celle de Bernard Phan Président de la section de la Somme de l'AMOPA, Professeur honoraire de Première supérieure au lycée Henri IV, historien, ce 16 mai 2018 à Amiens. Elle avait pour thème : « le traité de Versailles : l'illusion de la victoire »

*

Dès l'abord, il n'hésite pas à bousculer des inexactitudes pourtant encore fortement ancrées dans la conscience collective et transmises de génération en génération. Une première rafale plante le décor : « la der des der a éclaté sans que personne ne sache pourquoi ! » (sic) ; « la mort de l'archiduc à Sarajevo a satisfait beaucoup de monde, à commencer par l'Empereur régnant ... ! » (sic). Autant de rappels sur le début de la guerre qui bousculent en effet nos pseudo-certitudes... Rappelant que les alliances associaient des partenaires qui avaient des « objectifs différents », il développe de fines argumentations éclairant les jeux complexes des influences, des engagements contradictoires, des fluctuations géopolitiques ayant leurs raisons d'être dans des évolutions économiques majeures.

L'Armistice du 11 novembre 1918 à Compiègne, par lequel les Alliés imposent de fortes contraintes à l'Empire allemand, ne fut que le dernier à être signé. Il intervint après que les combats eussent cessé sur d'autres fronts et avant que d'autres combats ne cherchent à corriger les décisions de Versailles ! Berlin avait manifesté son désir de cesser les combats, certes parce que ses responsables militaires avaient conscience que la victoire n'était plus envisageable, mais surtout dans l'espoir de sauver la monarchie des Hohenzollern et le maximum de ce qui avait été construit depuis 1871. S'il abandonnait l'idée d'être victorieux le gouvernement allemand avait néanmoins étendu son territoire à l'Est, au détriment de la Russie, et empêché les Alliés de pénétrer à l'Ouest sur le sol allemand. En demandant aux Etats-Unis les conditions d'armistice, Berlin espérait des conditions plus favorables que ce que proposeraient Londres ou Paris. Ce fut la première désagréable surprise pour les Allemands : Guillaume II dut abandonner le pouvoir.

Le Traité de Versailles du 28 juin 1919 fut une « Pax americana ». Forts des dettes contractées à leur égard, les Etats-Unis purent sans difficulté imposer leurs volontés à des belligérants qui n'avaient aucun projet commun à défendre. La France sortait véritablement exsangue de cette folie meurtrière et avait, outre le désir de se reconstruire, l'obsession de sa sécurité qu'elle pensait garantir en affaiblissant l'Allemagne au maximum. Mais les Britanniques entendaient conserver un partenaire économique allemand et ne souhaitaient en aucune façon contribuer à l'émergence d'une suprématie française ! L'Italie attendait l'exécution des engagements pris par Londres et Paris à la signature du traité de Londres. Sans compter les peuples, jusqu'alors soumis aux trois empires allemand, austro-hongrois et russe qui se préparaient à construire leurs états-nations : Polonais, Tchèques, Slovaques, etc. De son côté Wilson entend mettre en place des règles diplomatiques nouvelles, une esquisse de gouvernance mondiale avec la SDN. Il refuse le vieux procédé des indemnités de guerre imposées au vaincu au profit de réparations. On rêve même de profiter du désarmement imposé aux Allemands pour amorcer un processus de désarmement général.

*

La Conférence de la Paix, tenue à Versailles, aboutit à une série de traités : traité de Versailles, incluant le Covenant qui crée la SDN, avec l'Allemagne le 28 juin 1919 ; de Saint-Germain-en-Laye avec l'Autriche

le 10 septembre 1919 ; de Neuilly-sur-Seine avec la Bulgarie le 27 novembre 1919 ; de Trianon avec la Hongrie le 4 juin 1920 ; de Sèvres avec la Turquie le 10 août 1920. Véritable aberration : le traité de Versailles ne précise pas le montant des réparations que l'Allemagne doit acquitter ; il ne fixe que les pourcentages de répartition entre les bénéficiaires. Avant même la signature du traité de Versailles, qu'il trouvait trop rigoureux, le gouvernement britannique avait suggéré à la France de l'alléger. Paris refusa.

Pour illustrer en quoi ces traités créèrent « l'illusion de la victoire », l'orateur analyse trois points. D'abord celui des réparations. Le montant, démesuré au regard des capacités de paiement allemandes fut difficile à établir. Les Britanniques firent obstacle à de nombreuses propositions allemandes de paiement en nature, pour ne pas perdre les gains que Londres réalisait en vendant son charbon aux Français ! Finalement après de multiples rebondissements qui, comme l'affaire de la Ruhr, alourdirent le climat entre Berlin et Paris, les Anglo-saxons prirent, à la conférence de Londres de 1924, le contrôle des mécanismes de gestion des réparations. Ils devaient fonctionner jusqu'en 1988 mais volèrent en éclat après le moratoire Hoover de 1930. Les débiteurs européens des Etats-Unis en tirèrent prétexte pour ne plus payer leurs dettes de guerre. En riposte les Etats-Unis adoptèrent des lois strictes de neutralité qui, en 1940, empêchèrent F.D. Roosevelt de pouvoir aider comme il l'aurait voulu les pays agressés par Hitler. C'est également dans ce problème complexe des réparations que se trouve une des causes du non-remboursement des emprunts russes !

Le désarmement fut un autre problème qui entretint l'illusion d'avoir conjuré le risque d'un retour de la guerre. La réduction à 96.000 soldats et 4.000 cadres de l'armée allemande fut présentée comme la première étape d'un désarmement qui devait être généralisé. Il fallut très vite réaliser que le désarmement est un rêve en dépit des accords de désarmement naval de la conférence de Washington de 1922. Finalement au début des années 30, faute de pouvoir se mettre d'accord, il fallut reconnaître à l'Allemagne l'égalité des droits qui lui donna la possibilité de reconstruire son outil militaire.

Enfin la puissance dominante, du fait de la guerre, les Etats-Unis d'Amérique, après avoir imposé un certain nombre de décisions à la Conférence de Versailles, se dérochèrent devant la tâche qui leur incombait en ne ratifiant pas le traité et, par voie de conséquence, en ne siégeant pas à la SDN où Britanniques et Français, trop faibles pour la mission à accomplir, tentèrent de faire ce qu'ils purent.

Les empires tombés, le Moyen-Orient partagé sans respect des engagements pris, la Turquie ayant réussi à échapper au sort que lui avait réservé le traité de Sèvres et à imposer sa volonté par celui de Lausanne, ce fut une nouvelle géographie politique qui finit par s'imposer au milieu des années 20. A vrai dire, elle ne satisfaisait personne et donc tous les pays espéraient plus ou moins une révision des traités ayant mis fin à la Grande Guerre dont on voulait continuer à croire qu'elle était aussi « la der des ders » ! Sauf la France qui, sans illusion sur la réalisation de ce à quoi elle avait pu rêver en 1918, s'accrocha à ce qu'elle avait obtenu. Le Royaume-Uni, en prenant le contrôle quasi-complet du pétrole du Proche-Orient, s'était assuré l'accès à l'énergie et à de copieux profits. Ils y poursuivirent leur vieille compétition avec la France.

La France du fait de l'obsession de sa sécurité face à l'Allemagne et de la claire conscience qu'elle ne pouvait pas se couper du Royaume-Uni ne se rendit pas compte qu'elle s'enfermait dans une impasse. Le choix de la défensive, derrière la Ligne Maginot, était incompatible avec une participation à la politique britannique de garantie contre une éventuelle agression allemande offerte aux Polonais, Grecs... La France était sortie de la guerre exsangue et son asthénie démographique l'empêcha de se relever démographiquement aussi rapidement que les autres belligérants. Le financement irréflecté de

la guerre et les engagements inconsidérés de 1919, après la perte de son épargne, la mirent dans une situation de fragilité durable. Sa puissance industrielle, inférieure à celle de l'Allemagne, ne fut pas compensée par la modernisation de son outil économique du fait des destructions infligées par les Allemands entre 1914 et 1918 dans la zone occupée.

L'Allemagne, à laquelle la guerre n'avait pas infligé de dégâts majeurs se redressa rapidement et, après Locarno, avait repris sa place dans nombre de cartels industriels.

Ainsi, en juillet 1919, le défilé de la Victoire qui permit pour la dernière fois aux chefs militaires de passer à cheval sous la voûte de l'Arc de Triomphe de l'Etoile, entretint-il, sans le vouloir et sans le savoir, bien plus d'illusions que de garanties pour les années qui suivirent. La controverse peut être ouverte... Les angles de vue des analyses ne manquent pas d'aviver les aspérités de l'histoire...

Cette conférence toutefois talentueuse, minutieuse, favorable au dialogue, fut fort appréciée par l'auditoire.

Aiguisant la réflexion elle pourrait être prolongée par une autre, expliquant pourquoi le devoir de mémoire exaspère tant nombre d'historiens. Notamment en cette période de commémoration du centenaire 1914-18 suscitant une énorme vague de fond des souvenirs de chair et de sang.

Mireille Hollville
Secrétaire-adjointe

Numérisation : Joëlle Duchaussoy